

Convention collective

IDCC : 8115. – **HIPPODROMES ET CENTRES D'ENTRAÎNEMENT
(ILE-DE-FRANCE, CABOURG, CAEN, CHANTILLY ET DEAUVILLE)
(20 juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 13 mars 1978,
Journal officiel du 9 avril 1978)

■ *Journal officiel* du 28 mars 2008

**Arrêté du 19 mars 2008 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les hippodromes et
centres d'entraînement de la région Ile-de-France, Cabourg, Caen,
Chantilly et Deauville (n° 8115)**

NOR : AGRF0807090A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3, L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 13 mars 1978 portant extension de la convention collective de travail du 20 juin 1977 concernant les hippodromes et centres d'entraînement de la région Ile-de-France, Cabourg, Caen, Chantilly et Deauville et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 21 septembre 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 29 novembre 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de travail du 20 juin 1977 concernant les hippodromes et centres d'entraînement de la région Ile-de-France, Cabourg, Caen, Chantilly, les dispositions de l'avenant n° 45 du 21 septembre 2007 à la convention précitée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mars 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjointe au sous-directeur
du travail et de l'emploi,*

M. QUIQUERE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/48, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.